



Dimanche 15 décembre 2024

Face aux attaques patronales, il faut une contre-attaque des travailleurs !

Michel Barnier, un vieux politicard de droite, remplacé par François Bayrou, un autre vieux politicard de droite. Ça nous fait une belle jambe ! Pendant que les médias s'excitent sur le devenir de ce nouveau gouvernement, la vie suit son cours avec son lot d'attaques patronales contre les travailleurs.

Ce n'est pas à nous de payer leur dette

Au prétexte de « déficit budgétaire » et de dette, il faudrait économiser des dizaines de milliards d'euros. L'agence Moody's, notant les capacités de remboursement des États, a baissé la note de la France en conséquence du renversement Barnier, façon de rappeler au nouveau gouvernement qu'il doit aller dans le même sens que ses prédécesseurs, c'est-à-dire une politique d'austérité.

Mais l'austérité, ce n'est que pour les seules classes populaires : pour les entreprises et leurs actionnaires, c'est open bar ! Pour l'année 2023, l'État français a payé, à la place des patrons, 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires. Sans compter la mise en place de 467 dispositions fiscales dérogatoires, alors même que les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont été de 149 milliards d'euros en 2023 et devraient avoisiner le même montant en 2024.

De l'argent, il y en a, mais les dirigeants politiques ont depuis longtemps choisi leur camp. Coupes de budget dans l'éducation, avec des suppressions de postes alors que les classes sont trop chargées, les hôpitaux : malgré les promesses de Macron on continue de supprimer des lits, la culture. Mais les riches pourront toujours se payer des hôpitaux et écoles privés pour eux et leurs enfants.

Le tsunami des licenciements : une attaque générale du patronat

Depuis des mois, les annonces de licenciements s'accumulent dans plusieurs entreprises comme MA France, Valeo, Michelin, Auchan, Vencorex, ArcelorMittal, ExxonMobil, etc. Ce tableau non exhaustif montre que ces licenciements constituent un véritable tsunami contre les travailleurs. Une vague qui touche également nos voisins allemands, chez Volkswagen, Bosch ou Thyssen.

Pourtant, toutes les entreprises qui licencient ont revendiqué d'énormes profits au cours de ces

dernières années. Elles n'ont pas de souci mais veulent seulement en dégager encore plus en supprimant des postes de travail. La production sera répartie dans d'autres usines, comme pour le courrier de La Poste, qui se prépare à fermer sept plateformes industrielles de tri du courrier.

Faire converger les luttes isolées

Le patronat, appuyé par l'État, est à l'attaque sur tous les fronts. Il faut riposter sans attendre une quelconque solution électorale.

On pouvait espérer que les différents mouvements prévus par les confédérations syndicales – la grève du 5 décembre, celle du 12 – annonçaient une volonté de faire converger les colères. Mais non ! Des travailleurs se battent dans la chimie, chez les sous-traitants de l'automobile, isolés, et rien n'est fait pour faire converger les luttes et peser vraiment sur la situation politique. Les directions syndicales ne voient dans chaque journée de mobilisation qu'une occasion « *d'interpeller les pouvoirs publics et le président de la République* », comme l'a déclaré Sophie Binet, la dirigeante de la CGT, sur RTL.

Face aux attaques, nous ne pouvons pas attendre une quelconque solution électorale pour la Saint-Glinglin. Nous devons nous prendre en main tout seuls, construire des liens de lutte, à l'image des équipes de Stellantis Poissy (Yvelines) qui ont soutenu leurs collègues de Douvrin (Pas-de-Calais) le 10 décembre. Ou encore, l'exemple des salariés de la plateforme chimique Vencorex du Pont-de-Claix (Isère), en grève depuis bientôt deux mois, qui sont allés soutenir sur place le piquet de grève de leurs voisins d'Arkema.

Comme on le dit dans les manifs : « **C'est pas dans les salons, c'est pas à Matignon qu'on obtiendra satisfaction** », mais en prenant directement notre sort en main !

Le capitaine quitte le Titanic

En janvier, le directeur du site va quitter ses fonctions. Pendant plusieurs semaines, on a eu droit à sa vidéo qui tournait en boucle dans les salles UEP, où il baratinaient pour essayer de rassurer les salariés. Dans cette vidéo il expliquait : « Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi ». Lui il s'est occupé de son avenir personnel. Nous les salariés on ne peut compter que sur nous-mêmes pour forcer la direction à donner un canot de sauvetage pour tout le monde.

Poissy-Douvrin même combat !

Mardi, une trentaine de salariés de Stellantis sont allés diffuser un tract à Stellantis Douvrin. La direction a prévu la fermeture de Poissy et de Douvrin, il est donc logique que les salariés s'allient pour la forcer à des engagements écrits sur notre avenir et surtout à s'y tenir.

Des illusionnistes pas très doués

« Poissy, un avenir prometteur au cœur de Stellantis », « le site de Poissy a encore de beaux jours devant lui ! », « tel un phénix, Poissy va renaître de ses cendres »... On a eu le droit à plein de formules pour essayer de convaincre que l'usine de Poissy ne va pas fermer entre 2026 et 2028. Mais pourquoi alors la direction réduit les effectifs de plus en plus vite ? Pourquoi les chefs partent ? Et surtout c'est quoi la nouvelle voiture après l'Opel Mokka ? Elle va sortir du chapeau du magicien Ben Rose ?

Avec rien... on ne fait rien

La direction nationale de Stellantis annonce investir seulement 8,5 millions d'euros en 3 ans dans l'usine de Poissy (même pas 3 millions par an). Juste de quoi empêcher l'usine de s'effondrer, et encore. Avec ça, aucun nouveau véhicule ne peut être lancé. Impossible de construire un nouveau bâtiment Peinture à 85 millions d'euros, ni d'adapter l'usine à une nouvelle plateforme. La direction programme la mort du site industriel, exige des garanties sur nos emplois et nos salaires.

Samedi encore moins que d'habitude

La direction a dû annuler le samedi 7 décembre. Grâce au dialogue ou au spectacle de Noël ? Sûrement pas. Elle manquait de pièces ? Elle allait surtout manquer de bras : beaucoup de salariés s'étaient déclarés en grève pour samedi dès le début de semaine. Les RU passaient noter les futurs grévistes, c'était devenu un casse-tête. Les prochains samedis, on pourra recommencer à se préparer à faire grève. Le moment convivial avec nos proches on le veut tous les samedis !

Rixes entre patrons truands

Samedi 7 annulé, dimanche soir travaillé à la Peinture, numéro vert, chômage lundi et mardi pour le flux véhicule, et ensuite samedi 14 travaillé. C'est le chaos.

La direction a du mal avec ses approvisionnements, surtout quand elle ne les paie pas. Mais ce n'est pas à nous les salariés de payer les conflits commerciaux de Stellantis ! Imposons le chômage payé à 100% !

Déshabiller Pierre pour habiller Jacques

À partir du 1^{er} février 2025, la maintenance des bâtiments ne sera plus faite par la trentaine de salariés sous-traitants Dalkia. La direction va réinternaliser ce service : elle recrutera en CDI Stellantis environ une dizaine de salariés Dalkia et veut y transférer une vingtaine de maintenancier Stellantis. Il y a déjà des galères de sous-effectif à les services de maintenance, il est temps de recruter en maintenance comme en production pour combler les manques.

Un valet congédié par ses maîtres

Tavares s'est fait virer par le chef des héritiers de Fiat, John Elkann. La famille Peugeot et l'État français qui possèdent 6 % et 7 % de Stellantis ont laissé faire. Ils ne reprochaient pas à Tavares d'avoir détruit des dizaines de milliers d'emplois, fermé des usines ou méprisé les clients mais de risquer de tuer la poule aux œufs d'or avec ses stratégies. Depuis début 2024, l'action Stellantis a chuté de 50 %. Les actionnaires s'inquiétaient, habitués à des profits du groupe entre 13 et 19 milliards par an. Il fallait donc vite redresser la barre et couper une tête pour rassurer.

Tavares ou un autre patron français, italien ou américain : pour nous c'est pareil, le futur patron millionnaire sera au service des mêmes dynasties de milliardaires qui s'enrichissent avec notre peau.

Ne restons pas seuls face à nos patrons

Après 2 semaines de grève de la quasi-totalité des 122 salariés de Novares sous-traitant de Stellantis près de Strasbourg, ont gagné l'augmentation de 70 % de leur prime supra-légale de licenciement. Le patron voulait céder 1 300 € par année d'ancienneté, les grévistes ont imposé 2 200 €, et notamment : un congé de reclassement de 12 mois avec une rémunération de 80 % du brut. Les travailleurs ont besoin de plus et méritent plus, mais c'est une victoire d'avoir fait payer plus le patron.

Le 25 novembre, les grévistes étaient partis voir un autre site Novares en Lorraine. Beaucoup de sous-traitants sont menacés, la peur de la contagion du conflit a fait reculer le patron.

La diplomatie de la xénophobie

À peine le régime syrien de Bachar al-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France y réfléchit, et les autorités autrichiennes envisagent de les expulser. Après 10 ans d'opérations « anti-terroristes » contre Daesh, ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe du HTS, héritier d'Al-Qaïda qui a pris le pouvoir en Syrie. Pour ces « démocraties » occidentales, les djihadistes sont fréquentables pour contrôler les flux migratoires. Et Bachar al-Assad a longtemps été célébré par la France, en tant que gardien d'un pays-prison.